

Dettes publiques. L'ardoise dépasse les 900 MMDH

L'évolution de la dette publique du Maroc rejoint celle de la situation économique. Les objectifs fixés par le gouvernement dans ce domaine n'ont pas été atteints. Analyse.

Salaheddine Lemazi
s.lemazi@lesecco.ma

«L'encours de la dette publique totale s'est accru de 3,4% à 901,1 MMDH, représentant 81,4% du PIB au lieu de 82% une année auparavant», annonce Bank al-Maghrib (BAM) dans son rapport annuel. En matière d'endettement public, le tableau brosse par la Banque centrale n'est pas reluisant. En 2018, la tendance haussière de la dette publique directe s'est poursuivie, avec une progression de 4,4% à 722,7 MMDH. «Compte tenu d'une croissance économique en termes nominaux de 4,1%, son ratio au PIB est passé de 65,1% à 65,3%», analyse BAM. Cette évolution recouvre une augmentation de 6,6% à 574,6 MMDH ou 51,9% du PIB de sa composante intérieure, et un recul de 3,4% à 148,1 MMDH ou 13,4% du PIB de celle extérieure. Un recul de l'endettement à hauteur de 63,3%, en repli toutefois de 2,3 points de pourcentage, la part libellée en dollar étant passée de 27,8% à 28,5%. Pour ce qui est de son coût moyen, il a diminué de 21 points de base à 2,4%. Concernant la dette extérieure des entreprises et établissements publics (EEP), elle a enregistré une légère baisse - la première depuis 2005 - s'établissant à 178,4 MMDH ou l'équivalent de 16,1% du PIB au lieu de 16,9% un an auparavant. Au total, l'encours de la dette extérieure publique est ressorti à 326,5 MMDH, soit l'équivalent de 29,5% du PIB au lieu de 31,3% en 2017. Les institutions multilatérales en détiennent 48,8% contre 28,4% pour les créanciers bilatéraux et 22,8% pour le

Trésor en 2018, avec une part de 53,1% au lieu de 46,8% un an auparavant. Globalement, les caractéristiques la dette publique demeurent stables. La durée de vie moyenne de sa composante intérieure a baissé de 6 ans et 5 mois à 6 ans, en raison notamment de la prédominance des maturités courtes dans les levées brutes du Trésor en 2018, avec une part de 53,1% au lieu de 46,8% un an auparavant.

Entrepris publiques en désendettement

«Tenant compte de cette évolution, le coût moyen a régressé de 16 points de base à 4,4%», observe BAM. Pour la dette extérieure, sa structure par devise demeure dominée par l'euro à hauteur de 63,3%, en repli toutefois de 2,3 points de pourcentage, la part libellée en dollar étant passée de 27,8% à 28,5%. Pour ce qui est de son coût moyen, il a diminué de 21 points de base à 2,4%. Concernant la dette extérieure des entreprises et établissements publics (EEP), elle a enregistré une légère baisse - la première depuis 2005 - s'établissant à 178,4 MMDH ou l'équivalent de 16,1% du PIB au lieu de 16,9% un an auparavant. Au total, l'encours de la dette extérieure publique est ressorti à 326,5 MMDH, soit l'équivalent de 29,5% du PIB au lieu de 31,3% en 2017. Les institutions multilatérales en détiennent 48,8% contre 28,4% pour les créanciers bilatéraux et 22,8% pour le

Dette extérieure publique (en MMDH) (PIB en %)



SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (DTEF)

de 1,9 MMDH ont été couverts par des ressources intérieures d'un montant de 40 MMDH, en progression de 5,6 MMDH par rapport à l'exercice 2017», indique BAM. Ainsi, le Trésor a recouru au marché des adjudications pour un montant net de 29,5 MMDH au lieu de 26,7 MMDH. Les OPCVM ont augmenté leur détention de titres du Trésor de 16,1 MMDH, les banques de 7,6 MMDH et les assurances et organismes de prévoyance sociale de 6,5 MMDH. En revanche, les autres institutions financières ont réduit leur stock de 3,1 MMDH. Pour leur part, le flux extérieur net négatif recouvre des remboursements de 8,1 MMDH, contre 13,2 MMDH en 2017, et des tirages bruts d'un montant de 6,3 MMDH au lieu de 16,8 MMDH. Ces financements ont principalement été contractés auprès du Fonds monétaire arabe à hauteur de 2,8 MMDH, de la Banque africaine de développement pour 1,6 MMDH et de la Banque mondiale pour 1,4 MMDH.

Stabilité des taux des BDT

Le Trésor a effectué en 2018 des levées sur le marché intérieur pour un montant de 115,1 MMDH en bons du Trésor (BDT). Ces ressources ainsi que celles mobilisées par ses propres circuits lui ont permis, outre le financement du déficit budgétaire et du flux extérieur négatif net, le remboursement de 85,6 MMDH au titre de la dette intérieure. «Ces évolutions se sont accompagnées d'une quasi-stabilité des taux assortissant les maturités moyennes à 2,67%, d'une baisse de 3,63% à 3,40% pour les bons à long terme et d'une augmentation de 2,30% à 2,40% pour ceux à court terme. Ainsi, le taux moyen pondéré global des levées du Trésor sur le marché primaire est ressorti à 2,77% contre 2,80% un an auparavant», conclut BAM.